

Decaux tire à la couverture du Vélib' à lui

Il arrange à sa façon le contrat signé avec la Ville de Paris pour gonfler ses recettes publicitaires.

PRÉSENTÉ par Delanoé comme une très bonne affaire pour les finances de la Mairie de Paris, l'opération Vélib' l'est d'abord pour le groupe Decaux.

Le marché, conclu pour dix ans, après un appel d'offres remporté sur le concurrent Clear Channel, paraît simple. Contre l'installation et l'entretien de 20 600 vélos ainsi que de 35 000 bornes d'accrochage dans les rues de Paris, Decaux s'est vu accorder le droit d'exploiter 1 280 panneaux publicitaires de 2 m² et 348 autres de 8 m². Une concession qui remplace celle dont jouissait cette société depuis 1976.

En échange, le roi du mobilier urbain doit verser, chaque année, 3,4 millions d'euros de redevances (contre 1,8 million avec l'ancien contrat). La Mairie encaisse aussi les recettes de location du Vélib', une somme estimée à 25 millions en 2008, si les 30 à 40 millions de déplacements espérés sont bien là à l'arrivée. Prions...

Machines à sous bien placées

Decaux a gagné dans l'opération une superbe vitrine pour vendre ses Vélib' dans le monde. Mais, histoire de faire son beurre, la société va mettre le paquet sur la pub. Certes, la Ville a réduit de 20 % le nombre de panneaux, mais les affiches ne sont plus fixes. Elles sont devenues « déroulantes », ce qui permet d'en vendre quatre fois plus.

En outre, le groupe a obtenu de la Ville des emplacements plus juteux pour ses panneaux publicitaires. Ils ont disparu des abords des écoles et des quais de la Seine, mais ont été multipliés sur les artères les plus fréquentées. Leur orientation a été également améliorée : la face située dans le sens inverse de la circulation (la moins recherchée par les annonceurs) est systématiquement réservée à l'information municipale, qui ne rapporte pas un rond à Decaux. Plus ennuyeux : le partage entre publicité et information municipale ne respecte pas

toujours les termes du contrat. Muet sur le bénéfice attendu se contentant d'annoncer que la cité devrait grimper à 60 m (contre 38 million millions ont été investis dans

Un pari gâché

Mais les services de la Mairie ont sorti leurs

En s'en tenant au contrat de base, Decaux devrait se contenter d'une marge estimée à 11 % par l'Hôtel de Ville, soit moins de 7 millions par an. Une mise en sére... Mais un système de bonus-malus qui tient compte du bon fonctionnement des Vélib' peut faire grimper le bénéfice brut jusqu'à 25 %, soit plus de 17 millions.

Comme les premiers contrôles ont montré que Decaux respectait au moins quatre des six cri-

portait sur 7 000 vélos, avec un seul euro de redevance à la Ville par an. Sans craindre le ridicule.

Hervé Liffman

● Decaux a conservé le marché des mâts porte-affiches et des colonnes Morris de Paris. Mais, pour gagner l'appel d'offres, le groupe a accepté de faire passer de 2 à 11 millions d'euros la redevance versée à la Ville, qui atteint désormais 50 % du chiffre d'affaires. C'est tout dire sur les marges du groupe...

SÉRIE LÉNE ROYAL PRÉPARE UN LIVRE



Le monopole du chef

GRÂCE à ce contrat avec la Ville de Paris, Decaux se retrouve en position de monopole dans l'agglomération parisienne. La commission créée par Delanoé et les maires de banlieue pour réfléchir à l'extension des Vélib' n'a en effet trouvé aucune alternative crédible au système Decaux. Si d'aventure un élu choisissait un autre prestataire, ses vélos resteraient incompatibles avec les stations Vélib' de Paris.

Et les maires sont pressés. Eblouis par le succès parisien, ils voient le vélo gris comme un talisman censé assurer leur réélection aux prochaines municipales. Des dizaines de villes, toutes tendances politiques

confondues, ont ainsi annoncé son arrivée prochaine. Mais les maires pauvres ne pourront pas copier Paris et offrir des emplacements publicitaires de choix en échange de la fourniture gratuite des Vélib'. Elles devront payer le prix fort ou rester en rade. D'où la proposition du communiste Pierre Mansat (adjoint de Delanoé) : cet élu veut mettre les vélos en libre-service sous la tutelle du Stif, l'organisme qui a autorité sur tous les transports publics en Ile-de-France. Financé par les départements, les communes et les employeurs, le Stif déciderait de l'installation des stations et réglerait la note. Avant d'en confier la gestion à l'inévitable Decaux...



Gare au GPS fou !



CE jour-là Pierre doit se rendre dans une jolie banlieue de la région parisienne, mais il ne se fait pas de souci puisque sa voiture est équipée d'un appareil de guidage par satellite (GPS) conçu par l'institut géographique national et baptisé « Evadeo ».

Et puis, à m'hemin, surprise, le GPS affiche soudain : « Votre machine va être désactivée », ndis qu'une voix de synthèse lui demande de rechercher ses « nouveaux clés d'activation » sur In-

victime d'un bogue, et que plusieurs milliers d'acquéreurs vont devoir taper de nouveaux codes d'activation.

Conclusion, l'IGN aurait dû baptiser son GPS « Planéo », plutôt qu'« Evadeo ».

AU début de l'année, Max a eu la douleur de perdre son épouse, victime d'une affection pulmonaire rare. Le pneumologue de l'Hôtel-Dieu, à Paris, qui suivait cette patiente a alors demandé au mari l'autorisation de faire procéder à une autopsie de la défunte à des fins scientifiques. Après une longue hésitation, Max a finalement donné son accord.

cité de faire valoir ses droits à une retraite anticipée. Pour bénéficier d'une pension à taux plein, il a demandé la prise en compte de cinq années d'apprentissage agricole.

Pour la régularisation de ces périodes durant lesquelles il n'a pas cotisé, la MSA (Mutualité sociale agricole, la Sécurité du monde paysan) a concocté un barème croquisé qui exige du candidat à la retraite agricole une somme triple de celle demandée aux assurés du régime général. Soit 6 600 euros au lieu de 2 200 euros. Le Conseil d'Etat a annulé cette circulaire de la MSA, le 6 juillet dernier. Et